

La démocratie émotionnelle est-elle gouvernable ?

Colère, espoir et boussole émotionnelle pour l'action publique

Résumé

Les démocraties traversent une crise émotionnelle et non uniquement institutionnelle. En France, environ 35 % des messages politiques en ligne expriment de la colère — une proportion en hausse de plus de 66 % depuis les Gilets jaunes. Aux États-Unis, une rupture nette s'observe à partir de 2016, persistant au-delà des alternances. À l'échelle mondiale, les émotions négatives ont progressé d'environ 43 % entre 2016 et 2022 et permettent de prédire la montée des attitudes populistes, et ce chez les mêmes individus.

La colère n'est pas un bruit affectif : c'est un langage politique de substitution. En l'absence de cadres institutionnels stables, elle rend dicible une expérience fragmentée. Des expérimentations contrôlées montrent qu'exposés à un état de colère, les individus soutiennent davantage les politiques protectionnistes et restrictives. Un message colérique génère entre +40 % et +90 % d'engagement supplémentaire. La colère est nettement plus efficace que la peur pour modifier les attitudes et mobiliser politiquement.

Mais paradoxalement, la colère accroît simultanément l'intensité de la demande politique et l'impossibilité de la satisfaire par les voies ordinaires. Ce paradoxe s'auto-renforce via une colère de second ordre — contre l'insuffisance de la réponse — qui nourrit défiance et radicalisation. L'intelligence artificielle industrialise cette dynamique. Les algorithmes amplifient la colère dans les contenus politiques. L'IA générative l'industrialise à coût marginal quasi nul. Or, les cadres réglementaires actuels (AI Act, DSA) ciblent la désinformation factuelle mais ignorent le rôle du registre émotionnel.

Nous proposons une boussole émotionnelle pour l'action publique. Six besoins fondamentaux structurent les attentes citoyennes : reconnaissance, ordre, protection, projection, appartenance, équité. Toute politique qui satisfait un besoin en sacrifiant un autre génère un excédent de colère. Les forces populistes articulent colère et espoir ; les forces social-démocrates proposent un type d'espoir plus exigeant, fondé sur l'innovation et un jeu à somme positive.

Citer cette publication :

Yann Algan, « La démocratie émotionnelle est-elle gouvernable ? », Observatoire du bien-être du Cepremap, n°2026-09, 09/04/2026

La montée de la colère : un fait massif et ses causes profondes

Un changement de régime mieux établi

En France, l'analyse de plusieurs centaines de milliers de messages politiques sur X entre 2011 et 2024 montre que la colère domine très largement les autres émotions, représentant environ 35 % des messages politiques, avec une hausse de plus de 66 % depuis les Gilets jaunes de 2018 (Algan et Renault 2024). Cette rupture ne se résorbe pas : elle s'installe comme une nouvelle norme expressive. Sur les thèmes de la fiscalité, de l'immigration et de la délinquance, près de 60 % des conversations sont empreintes de colère, signalant une politisation émotionnelle durable et transversale. L'intensité émotionnelle est plus forte aux pôles idéologiques de la gauche radicale (LFI) et de la droite radicale (RN), mais les registres dominants aux extrêmes diffusent progressivement vers le centre, contribuant à une normalisation de la colère comme langage politique ordinaire. Dans le même temps, la rhétorique de l'enthousiasme et de l'espoir a disparu des discussions politiques (Figure 1, gauche).

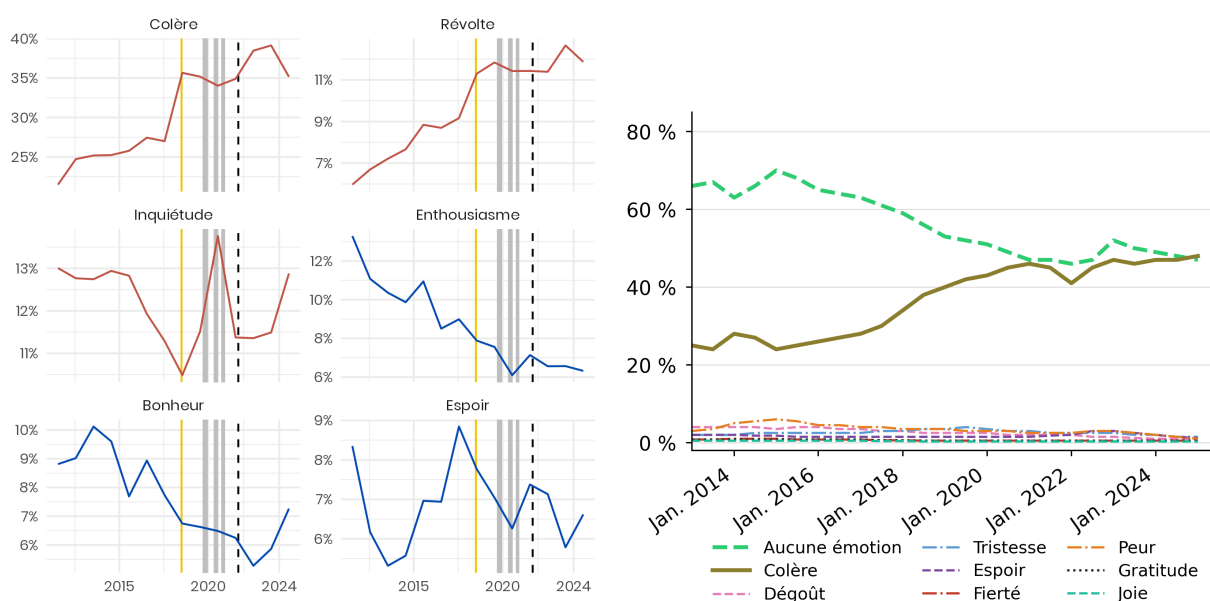


Figure 1 Évolution des émotions dans les tweets des citoyens en France (panneau de gauche) et aux USA (panneau de droite) La figure de droite représente, pour chaque mois de janvier 2013 à juin 2025, la part des phrases des tweets classées dans chaque émotion. Par souci de lisibilité, le graphique affiche une moyenne mobile sur 6 mois des pourcentages mensuels. L'échantillon est limité aux tweets de citoyens ou d'utilisateurs partisans dont le sujet principal est l'un des suivants : « avortement », « démocratie », « égalité de genre », « contrôle des armes », « immigration », « fiscalité et inégalités » ou « commerce ». La catégorie « autre sujet » est exclue.

Aux États-Unis, l'analyse de plusieurs millions de messages entre 2013 et 2025 révèle une rupture nette à partir de 2016, caractérisée par une hausse durable de la colère, aussi bien chez les citoyens sympathisants des Démocrates que des Républicains, même si l'intensité est plus prononcée chez les *nowhere* peu éduqués et dans les territoires délaissés (Algan, Davoine et al. 2026). Cette montée ne s'accompagne pas d'une hausse comparable de la peur, ce qui indique non pas une augmentation de l'insécurité objective, mais une transformation du mode de politisation des expériences sociales (Figure 1, droite)¹.

Au-delà des réseaux sociaux, et à l'échelle mondiale, Ward et al. 2025, en mobilisant le Gallup World Poll (plus de 150 pays), documentent une hausse d'environ 43% des émotions négatives entre 2016 et 2022, et montrent qu'elles prédisent les attitudes populistes et des résultats électoraux majeurs (Brexit, élection de Trump). Cette analyse illustre que la diffusion de la colère ne se limite pas aux seuls participants aux réseaux sociaux et aux effets des algorithmes².

1. Nos analyses intègrent aussi des effets fixes individuels, neutralisant les différences de style et d'orientation partisane : ce sont les mêmes individus – citoyens ou élus – qui expriment davantage de colère au fil du temps, sur les mêmes sujets. Cela exclut également tout effet de sélection lié à une participation accrue des personnes en colère sur les réseaux sociaux.

2. Cette tendance dépasse les enquêtes et les réseaux sociaux : Brand, Acerbi et Mesoudi 2019 observent un déclin des émotions positives dans les chansons pop anglo-saxonnes (1965–2015), et Morin et Acerbi 2017 documentent la même évolution dans la fiction littéraire anglo-

Une précision s'impose d'emblée : documenter la montée structurelle de la colère ne revient pas à la disqualifier. Une tradition philosophique solide défend au contraire la légitimité — voire la nécessité — de la colère face à l'injustice. Srinivasan 2018 montre qu'une colère peut être moralement appropriée même lorsqu'elle est stratégiquement coûteuse, et que demander aux victimes d'injustice de réprimer leur colère constitue en soi une « injustice affective ». Cherry 2022 va plus loin : la colère face à l'injustice raciale n'est pas seulement légitime, elle serait nécessaire au combat politique. La colère constituerait un garde-fou démocratique indispensable : face à des acteurs qui menacent les conditions mêmes du débat par la désinformation systématique, la délégitimation des institutions ou l'incitation à la haine, l'absence de colère serait un déficit de vigilance démocratique. Le problème que pointe cette note n'est donc pas la colère en tant que telle, mais sa généralisation comme registre dominant de l'expression politique, son instrumentalisation stratégique et son amplification algorithmique — trois processus qui la déconnectent progressivement des injustices réelles qu'elle est censée signaler.

Pourquoi la colère plutôt que la peur ?

L'observation de la montée des émotions en politique appelle une question centrale : pourquoi la colère, plutôt que la peur ou l'espoir, s'impose-t-elle comme l'émotion dominante du débat public ? La réponse tient à une convergence entre mécanismes psychologiques, transformations sociales et incitations structurelles propres aux démocraties contemporaines.

Psychologie politique. La théorie de l'*affective intelligence* (Marcus, Neuman et Mackuen 2000) distingue deux régimes émotionnels aux effets radicalement différents. L'anxiété suspend les routines cognitives et incite à la recherche d'information — elle peut favoriser la délibération. La colère, au contraire, est une émotion de la *certitude morale* : elle identifie un coupable, appelle une sanction, réduit la perception du risque et ferme la réceptivité aux informations contradictoires. Dans une situation de colère contre un gouvernement, aucun message ou nouvelle information ne peut être écouté.

La séquence émotionnelle de la crise Covid en offre l'illustration la plus saisissante, étudié par Algan et Cohen 2021. Dans les premières semaines, la peur domine : les citoyens s'informent massivement, font confiance aux épidémiologistes, acceptent le confinement. Puis, à mesure que la durée s'allonge et que les promesses de retour à la normale se dérobent, la peur se convertit en colère — contre les gouvernements perçus comme incompetents, contre les scientifiques perçus comme changeant d'avis. Cette colère n'incite plus à s'informer : elle incite à rejeter l'information comme instrument de manipulation. Les mouvements anti-vaccins, marginaux au printemps 2020, explosent à l'automne 2021 — non par ignorance accrue, mais par colère accrue.

Sociologie de la désinstitutionnalisation. François Dubet 2019, 2025 et Algan, Beasley et al. 2019 montrent que l'injustice contemporaine est de moins en moins perçue comme le produit de rapports sociaux objectivables et de plus en plus vécue comme une *injustice individuelle, comparative et émotionnelle*. Pierre Rosanvallon 2006, 2021 analyse la montée parallèle de la « contre-démocratie » — dénonciation, surveillance, mise en accusation. En l'absence de cadres collectifs stabilisés, la colère devient *un langage politique de substitution* : elle rend dicible une expérience fragmentée, mais au prix d'une conflictualité accrue. Eva Illouz et Joly 2025, la grande sociologue des émotions, prolonge de façon magistrale ce diagnostic : dans la modernité tardive, les émotions sont devenues « le sol même de la réalité » — la matrice à partir de laquelle les individus interprètent leur situation. Là où les sociétés industrielles encadraient les affects dans des institutions stables (syndicats, partis, Églises), les sociétés contemporaines les laissent « à nu ». La colère politique actuelle n'est pas seulement plus fréquente : elle est *institutionnellement désencadrée*, ce qui en modifie profondément la nature et les effets.

Économie de l'attention. La colère capte rapidement l'attention et favorise le partage. Nos résultats récents dans l'article « Emotions and Policy Views » (Algan, Davoine et al. 2026) montrent que les messages colériques génèrent plus d'engagement que les messages neutres ou positifs, aussi bien chez les responsables politiques que chez les citoyens (voir section 3 pour les ordres de grandeur). Cette « rentabilité » alimente un apprentissage stratégique : les acteurs politiques ajustent leur communication, normalisant la colère comme registre ordinaire du débat (Gennaro et Ash 2022 ; Strömberg 2015 ; Zhang et al. 2025).

L'offre politique à l'heure de la colère : institutions, élus et stratégies émotionnelles

La transformation des institutions représentatives

La montée de la colère dans l'espace public n'est pas uniquement le fait des citoyens. L'offre politique a profondément modifié son registre d'expression, sous l'effet conjoint de la concurrence attentionnelle et de l'apprentissage stratégique des hommes politiques pour l'exciter (Da Empoli 2019).

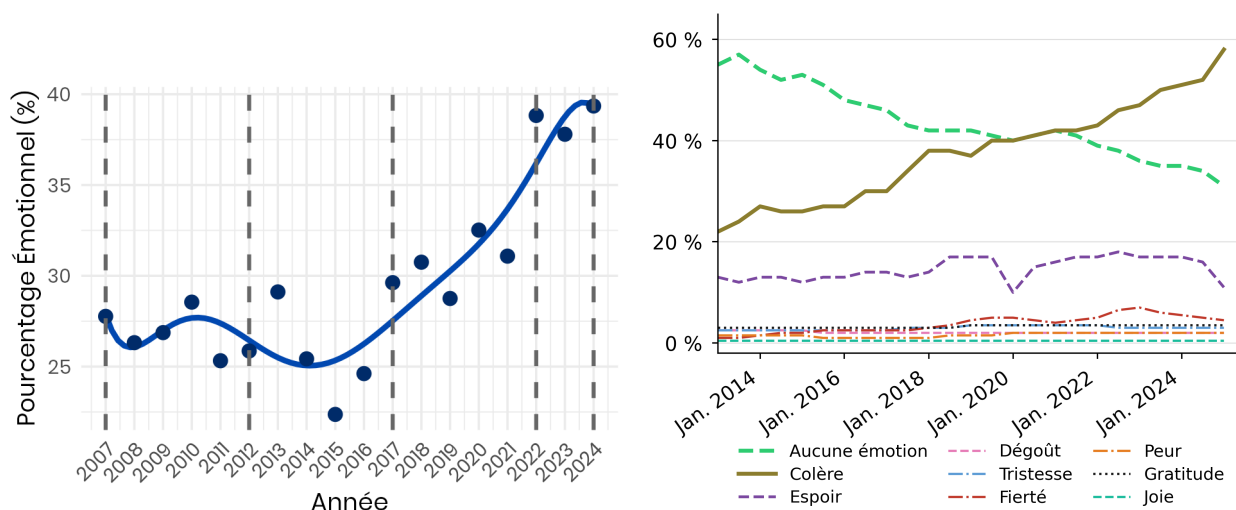


Figure 2

Hausse de la rhétorique émotionnelle à l'Assemblée nationale française (panneau de gauche) et au Congrès américain (panneau de droite)

La figure de droite représente, pour chaque mois de janvier 2013 à juin 2025, la part des tweets classés selon chaque tonalité émotionnelle. Le numérateur correspond au nombre de tweets publiés par les utilisateurs X au cours d'un mois donné et classés dans une catégorie émotionnelle spécifique, tandis que le dénominateur est le nombre total de tweets publiés par les utilisateurs X membres du Congrès ce même mois. Par souci de lisibilité, le graphique affiche une moyenne mobile sur 6 mois des pourcentages mensuels. L'échantillon est limité aux tweets de citoyens ou d'utilisateurs partisans dont le sujet principal est l'un des suivants : « avortement », « démocratie », « égalité de genre », « contrôle des armes », « immigration », « fiscalité et inégalités » ou « commerce ». La catégorie « autre sujet » est exclue. Le graphique relatif aux discours de campagne n'a pas été inclus en raison de la courte période couverte (2023-2024).

En France (Figure 2, gauche), l'analyse de près de deux millions d'interventions à l'Assemblée nationale (2007-2024) montre que la part des interventions dominées par un registre émotionnel est passée d'environ 22 % au début des années 2010 à près de 40 % après 2022, avec une accélération nette à partir de 2017. Cette évolution s'accompagne d'un raccourcissement des interventions, d'une hausse des interruptions conflictuelles et de séquences conçues pour la diffusion virale (Figure 3). Le Parlement fonctionne de plus en plus comme une arène de visibilité émotionnelle : l'objectif n'est plus la délibération interne mais la captation d'un public externe de followers sur X et TikTok en postant les vidéos d'interventions au Parlement spécialement conçus pour ces plateformes (Algan, Renault et Subtil 2025).

Aux États-Unis (Figure 2, droite), l'analyse de millions de messages de responsables politiques (2013-2025) sur les réseaux sociaux mais aussi dans leurs campagnes électorales et au Congrès confirme une rupture nette à partir de 2016 (Algan, Davoine et al. 2026). Les mêmes élus expriment davantage de colère au fil du temps, indépendamment de leur positionnement. La colère devient un registre normalisé de communication, traversant le spectre politique. En revanche les messages sur les réseaux sociaux des députés sont plus émotionnels que leurs discours institutionnels au Congrès, suggérant un usage stratégique différencié selon les arènes et les publics visés.

De la polarisation idéologique à la polarisation affective

La Figure 3 indique que la polarisation affective récente est principalement portée par la gauche radicale en France (panneau de gauche). À l'inverse, depuis 2022, le Rassemblement national s'inscrit dans une stratégie de normalisation caractérisée par une diminution marquée de l'expression de la colère. Ce repositionnement

s'explique notamment par les limites électorales associées au registre de la colère, en particulier auprès des électeurs âgés, plus enclins à l'associer au désordre et à l'instabilité. La conquête de cet électorat, déterminante pour l'accès au second tour de l'élection présidentielle, constitue un enjeu central pour le RN. Par contraste, Jean-Luc Mélenchon, en ciblant explicitement les jeunes et les minorités, mobilise un public davantage réceptif à une rhétorique de la colère, au risque toutefois de rencontrer des contraintes d'élargissement électoral.

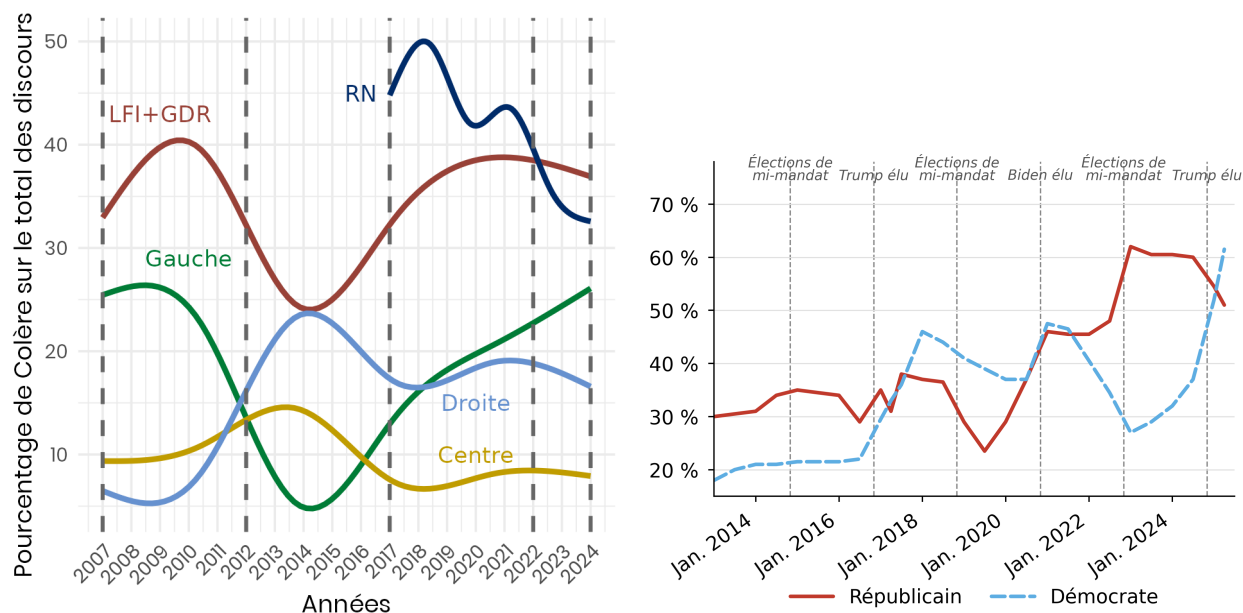


Figure 3
Polarisation émotionnelle à l'Assemblée nationale française (panneau de gauche) et parmi les élus américains (panneau de droite)

La Figure 3 (panneau de droite) révèle une dynamique parallèle aux États-Unis : une hausse sans précédent de la rhétorique de la colère parmi les députés républicains depuis la présidence Biden, rejointe par celle des démocrates depuis l'élection de Trump en 2024. La convergence est frappante : les deux camps se retrouvent désormais sur un même plateau d'intensité émotionnelle.

La polarisation affective progresse plus vite que la polarisation idéologique (Boxell, Gentzkow et Shapiro 2024). La montée de la colère dans les expressions politiques s'accompagne d'une intensification des émotions négatives dirigées contre les autres camps, y compris lorsque les distances programmatiques restent relativement limitées. La démocratie se transforme ainsi en un espace de confrontation émotionnelle permanente, où l'identité politique se définit de plus en plus par l'hostilité envers l'autre camp.

La Figure 4 illustre cette hausse vertigineuse de la polarisation des débats au Parlement français. Notre indice de polarisation – qui mesure simultanément les clivages idéologiques (de quoi parle-t-on et depuis quelle position) et émotionnels (sur quel registre en parle-t-on) – a été multiplié par six en quinze ans. Les séances sont en outre de plus en plus houleuses, marquées par une multiplication des interruptions et des invectives (Algan, Renault et Subtil 2025).

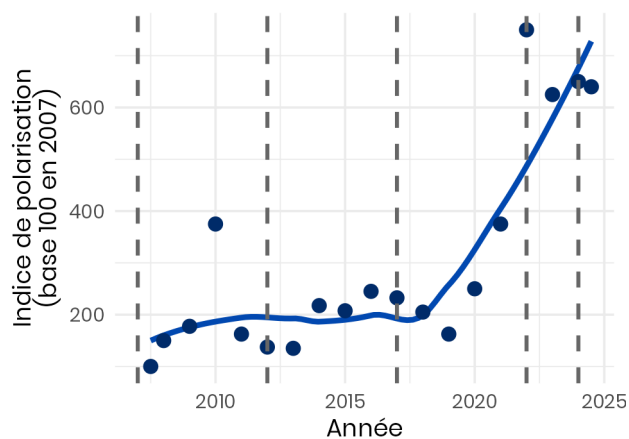


Figure 4
Polarisation idéologique et affective au Parlement français

Les effets causaux des émotions sur les préférences et le vote

Des expérimentations contrôlées récentes (Algan, Davoine et al. 2026) exposent aléatoirement des répondants à des stimuli émotionnels sans aucun contenu politique explicite puis mesurent leurs préférences concernant différents domaines de politiques publiques. Ce design expérimental permet d'isoler l'effet causal des émotions, de neutraliser les biais idéologiques, et de comparer les effets différenciés de la colère, de la peur et des émotions positives.

Encadré 1 : Émotions, engagement et économie de l'attention

- Un **tweet colérique** émis par les responsables politiques américains génère en moyenne **+40 % à +50 % de retweets**, toutes choses égales par ailleurs.
- Chez les citoyens, les hausses d'engagement dépassent +80 % à +90 % selon les thèmes.
- La colère est nettement plus efficace que la peur pour modifier les attitudes et mobiliser politiquement

La colère exerce un effet causal sur un large ensemble de préférences de politiques publiques. Les individus exposés à un état émotionnel de colère soutiennent davantage les politiques protectionnistes et les restrictions commerciales, expriment un soutien accru aux politiques migratoires restrictives, et se montrent plus favorables à la redistribution de revenus (Figure 5). Les résultats sont substantiels. Concernant le commerce, les individus exposés aux émotions négatives développent des vues plus pessimistes sur les échanges internationaux et soutiennent davantage les politiques protectionnistes. Sur l'immigration, ils expriment un soutien accru aux mesures restrictives, tandis que leur perception générale de l'immigration reste inchangée – ce qui suggère que c'est l'état émotionnel, non l'information, qui modifie la préférence de politique publique. Sur la redistribution des revenus, l'effet est notable et contre-intuitif : les émotions négatives augmentent le soutien aux politiques redistributives, principalement parce qu'elles conduisent les répondants à attribuer davantage la pauvreté à des circonstances extérieures plutôt qu'à des défaillances individuelles.

Ce point est central : la colère ne correspond pas à une demande de retrait de l'action publique, mais à une demande accrue d'intervention, dès lors que cette intervention est perçue comme réparatrice, protectrice ou punitive.

De l'engagement au vote : un effet indirect mais structurel

L'effet des émotions sur le vote ne passe pas uniquement par la modification directe des préférences. Il opère aussi par un effet systémique sur l'environnement informationnel. La colère augmente la probabilité d'expression politique, accroît la visibilité de certains récits, renforce l'exposition sélective et réduit la réceptivité aux informations contradictoires. Les émotions négatives favorisent le partage de contenus politiquement alignés, indépendamment de leur exactitude (Martel, Pennycook et Rand 2020). Ce mécanisme d'imperméabilité cognitive contribue à la polarisation affective. Panagopoulos et Wang 2025 confirment que l'affect constitue un

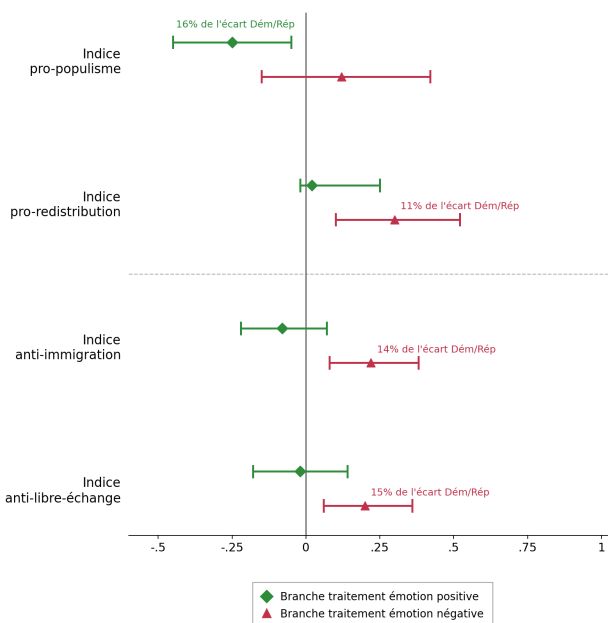


Figure 5
Impact causal des émotions sur les préférences politiques

prédicteur indépendant et significatif du vote, au-delà des calculs rationnels.

La démocratie émotionnelle est-elle gouvernable ?

Les démocraties contemporaines connaissent moins une explosion des divergences programmatiques qu'une montée rapide de la polarisation affective : les citoyens éprouvent des sentiments de plus en plus négatifs à l'égard des camps opposés, indépendamment de leurs distances idéologiques réelles (Boxell, Gentzkow et Shapiro 2024). Le désaccord ne porte plus sur les solutions à apporter à des problèmes collectifs mais sur la légitimité morale de l'adversaire. La colère opère précisément ce basculement : en renforçant la certitude morale et en réduisant l'ouverture cognitive, elle transforme les désaccords programmatiques en conflits identitaires, rendant le compromis impraticable.

Histoire intellectuelle des émotions en politique

Albert O. Hirschman (Hirschman 1970), avait déjà identifié la tension entre l'expression émotionnelle (*voice*) et la capacité des institutions à traiter les demandes qu'elle génère. La colère contemporaine pousse la logique du *voice* à un point où elle submerge les capacités de traitement institutionnel : les institutions sont sommées de répondre à des attentes émotionnellement chargées, dans des temporalités incompatibles avec la délibération. Lorsque le *voice* ne produit pas les résultats escomptés, il se transforme soit en exit (abstention, sécession symbolique), soit en *voice* encore plus radical, alimentant un cycle d'escalade.

Chantal Mouffe (Mouffe 2000), (Mouffe 2005), distingue l'agonisme, où les adversaires se reconnaissent mutuellement comme légitimes, et l'antagonisme, où l'adversaire est perçu comme un ennemi existentiel. La colère opère précisément ce basculement : en transformant les désaccords programmatiques en conflits moraux, elle rend le compromis impraticable — perçu non comme un mécanisme nécessaire de la vie démocratique, mais comme une capitulation face à un adversaire illégitime.

Il faut toutefois reconnaître que la causalité peut également se lire en sens inverse : l'effondrement de l'espace de délibération n'est pas seulement un effet de la montée des émotions, il en est aussi une cause. Lorsque des acteurs ne cherchent pas le compromis mais la délégitimation de l'adversaire, c'est l'espace de délibération lui-même qui est corrompu de l'intérieur. La séquence peut alors se lire ainsi : admission d'acteurs hostiles aux règles du jeu → transformation du débat en espace de confrontation → montée de la colère comme réaction légitime à cette dégradation. Dans cette lecture, la colère n'est pas le poison mais le symptôme : elle signale que les conditions minimales de la délibération — bonne foi, respect de la factualité, reconnaissance de l'adversaire comme légitime — ne sont plus réunies. Ces deux lectures ne sont pas contradictoires mais complémentaires : elles désignent les deux faces d'une même spirale où la dégradation institutionnelle et la montée émotionnelle se renforcent mutuellement.

Peter Mair, dans (Mair 2013), a décrit avec précision les conséquences institutionnelles de cette transformation. Il montre que la démocratie contemporaine est confrontée à un écartèlement croissant entre sa dimension expressive — la capacité à relayer et à amplifier les émotions citoyennes — et sa dimension gouvernante — la capacité à produire des décisions collectives stables et opérationnelles. La montée de la colère renforce puissamment la première au détriment de la seconde, créant ce que Mair appelle un « vide » au cœur de la représentation : les partis deviennent des relais émotionnels efficaces, mais des instruments de gouvernement de plus en plus fragiles.

Eva Illouz (Illouz et Joly 2025) montre que la modernité tardive a produit une situation historiquement inédite dans laquelle les émotions sont devenues « le critère principal d'évaluation de la réalité sociale et politique ». Mais ceci a pour conséquence de rendre les arbitrages démocratiques — par nature imparfaits, graduels et partiels — structurellement décevants au regard d'attentes formulées sur un mode émotionnel absolu. La démocratie gouvernante est condamnée à produire des réponses « tièdes » face à des demandes « brûlantes ».

Le paradoxe central

La colère accroît simultanément l'intensité de la demande politique et l'impossibilité de sa satisfaction par les voies ordinaires de la démocratie représentative. Les citoyens en colère veulent davantage d'action publique — protection, justice, réparation — mais tolèrent de moins en moins les compromis, les arbitrages et les temporalités longues que toute action publique implique nécessairement.

Ce paradoxe est d'autant plus redoutable qu'il s'auto-renforce. La déception engendrée par l'incapacité perçue des institutions à répondre aux attentes émotionnelles des citoyens alimente une colère de second ordre — une colère contre l'insuffisance de la réponse à la colère — qui nourrit la défiance institutionnelle, le rejet des compromis et, en dernier ressort, l'attractivité des propositions politiques les plus radicales, précisément parce qu'elles semblent prendre les émotions au sérieux.

La sortie de ce cercle vicieux ne peut résider ni dans la répression de la colère — illégitime et inefficace — ni dans sa satisfaction intégrale — structurellement impossible. Elle suppose de repenser les institutions démocratiques comme des espaces capables de reconnaître les émotions sans s'y soumettre, c'est-à-dire de transformer la conflictualité affective en délibération productive.

Relire l'action publique à l'aune des besoins émotionnels

Une grille transversale : six besoins fondamentaux

L'approche proposée ici ne nie ni les contraintes budgétaires ni les équilibres institutionnels ; elle explique pourquoi des politiques objectivement efficaces peuvent être massivement rejetées, tandis que d'autres, aux effets matériels limités, suscitent une adhésion forte.

Statut et architecture de la grille. Nous identifions six besoins émotionnels à partir de trois grandes traditions qui s'intéressent aux fondements émotionnels de l'action politique. La psychologie sociale identifie les besoins de reconnaissance, d'appartenance et d'équité comme des besoins relationnels fondamentaux (Baumeister et Leary 1995 ; Tyler 2006). La philosophie politique — de Rawls à Nussbaum en passant par Fukuyama — ancre la demande de protection et de projection dans une théorie normative du sujet politique. La sociologie contemporaine de Dubet, Rosanvallon et Illouz documente empiriquement la demande d'ordre et de stabilité comme réponse à la désinstitutionnalisation.

Nous proposons d'organiser ces six besoins en deux familles fonctionnellement distinctes :

- Les besoins défensifs — ordre, protection, équité — répondent à des menaces perçues : ils deviennent saillants en situation de crise, d'insécurité ou d'injustice vécue.
- Les besoins projectifs — reconnaissance, appartenance, projection — répondent à des aspirations : ils construisent un « nous » et ouvrent un horizon temporel.

Cette distinction a une conséquence politique directe : les offres politiques qui ne mobilisent que les besoins défensifs peuvent dominer à court terme, mais celles qui articulent les deux familles — comme le démontre les stratégies de Trump (MAGA) ou de Knafo (« ville heureuse »), et l'intégration par Marine Le Pen de la rhétorique de l'espoir dans ses discours — bénéficient d'un avantage électoral structurel. Les forces progressistes disposent naturellement des besoins projectifs ; leur défi est de ne pas négliger les besoins défensifs.

Cette grille de lecture n'est pas seulement théorique : elle est ancrée dans les résultats empiriques présentés aux sections 1 à 3. Nos expérimentations dans *Emotions and Policy Views* (Algan, Davoine et al. 2026) montrent que la colère active spécifiquement les besoins défensifs — elle augmente le soutien aux politiques protectionnistes et restrictives — tandis que les émotions positives activent préférentiellement les besoins projectifs.

Le besoin de reconnaissance (Dubet 2019 ; Fukuyama 2018 ; Gidron et Hall 2017 ; Rosanvallon 2021). Les injustices sont vécues comme invisibilisation et mépris. La colère émerge lorsque l'expérience vécue n'est ni entendue ni traduite dans l'action publique. Fukuyama fait de la demande de reconnaissance (thymos) le « master

Besoin	Famille	Ce qui le déclenche	Leviers d'action
Reconnaissance	Projectif	Invisibilisation, mépris, perte de statut (Fukuyama : <i>thymos</i>)	Valorisation de l'expertise d'usage, dispositifs participatifs, reconnaissance de contributions négligées (exemple participation à des associations)
Appartenance	Projectif	Sentiment d'être « étranger dans son propre pays » (Hochschild) ; absence de perspective collective	Coalitions inclusives, territorialité positive et participative, création d'un « nous » non exclusif
Projection & espoir	Projectif	Éco-anxiété, résignation, absence de perspective collective (Lear 2006 ; Mounk 2018)	Récits d'avenir crédibles, preuves tangibles de résultats, incarnation dans des figures et des lieux
Ordre & stabilité	Défensif	Environnements perçus comme opaques et imprévisibles (Jost et al. 2003 ; Stenner 2005)	Lisibilité des règles, application équitable et effective, réduction de l'incertitude
Protection	Défensif	Menaces économiques, sécuritaires, démocratiques ; demande souvent détournée vers le punitif	Régulation crédible, protection sans désignation d'ennemis, garanties explicites (ex protection pendant le Covid des français et subventions des activités les plus impactées).
Équité	Défensif	Perception que « les règles ne sont pas les mêmes pour tous » (Tyler ; <i>deep story</i> de Hochschild)	Justice procédurale, transparence, fin des passe-droits perçus

concept » de la politique contemporaine : un groupe humilié en quête de restitution de sa dignité porte une charge émotionnelle bien supérieure à la simple poursuite d'avantages économiques. Gidron et Hall montrent que la perte de statut social subjectif prédit le vote populiste mieux que le revenu ou le chômage. Y répondre passe par la valorisation de l'expertise d'usage, la reconnaissance de contributions sociales négligées et des dispositifs participatifs conçus comme instruments de visibilité politique.

Le besoin d'ordre et de stabilité. Il ne s'agit pas d'un appel à l'autoritarisme, mais d'une demande de lisibilité, de prévisibilité et de maîtrise dans des environnements perçus comme instables et opaques (Jost et al. 2003 ; Stenner 2005). Le besoin de clôture cognitive et de structure s'intensifie en situation de menace ou d'incertitude, ce qui explique que les mêmes individus peuvent être tolérants en période calme et radicaux en période de désordre perçu. L'ordre est émotionnellement accepté lorsqu'il est équitable et effectivement appliqué ; lorsqu'il apparaît arbitraire ou asymétrique, il devient un moteur de colère.

Le besoin de protection (Albertson et Gadarian 2015 ; Brader 2006). L'anxiété pousse les citoyens à chercher la protection auprès d'experts et d'autorités, mais elle bascule vers un registre punitif lorsque des acteurs sont perçus comme menaçant les règles communes ou bénéficiant d'une impunité structurelle.

La période du Covid-19 en offre la meilleure illustration : en déployant massivement les dispositifs de chômage partiel et les subventions aux activités fermées ou impactées, le gouvernement Macron a maintenu un niveau de popularité remarquable sur son volet économique — preuve que répondre directement et rapidement au besoin de protection matérielle peut temporairement suspendre la défiance, même dans un contexte de forte charge émotionnelle.

Le besoin de projection et d'espoir : la capacité à se représenter un avenir personnel et collectif crédible (Lear 2006 ; Mounk 2018). Jonathan Lear analyse l'espoir comme capacité de se projeter dans un avenir qui n'existe pas encore — un « espoir radical » qui fonde la possibilité de l'action politique en situation de désorientation collective. Mounk montre que la confiance dans le fait que la génération suivante vivra mieux est l'un des prédicteurs les plus forts de la satisfaction démocratique. L'absence de projection nourrit l'éco-anxiété, la résignation ou une colère défensive tournée vers le rejet. La projection est l'antidote central à la colère : elle transforme la conflictualité émotionnelle en débat sur les futurs possibles.

Ce besoin constitue précisément le défi le plus redoutable pour les forces sociales-démocrates dans le contexte économique actuel. Dans une période de croissance structurellement faible, l'espoir de mobilité est beaucoup plus difficile à promettre. Les données de notre note « La politique au travail » (Algan, Bergeaud et Frouard 2026) éclairent ce point : c'est moins la précarité économique immédiate que le sentiment d'être bloqué — l'absence de perspective d'avenir, le sentiment que la mobilité sociale est définitivement fermée — qui est associé au vote RN.

Le besoin d'appartenance (Baumeister et Leary 1995 ; Hochschild 2016 ; Obradović, Power et Sheehy-Skeffington 2020). Baumeister et Leary établissent l'appartenance comme un besoin psychologique fondamental, aussi puissant que la sécurité. Hochschild, dans sa « deep story » de la droite américaine, montre que des citoyens se sentent « étrangers dans leur propre pays » — une rupture d'appartenance qui précède et alimente la colère politique. Le MAGA de Trump, le « chez nous » de Le Pen, la « France des oubliés » répondent d'abord à ce besoin avant d'être des programmes. L'abstention massive des jeunes peut également se lire comme un déficit d'appartenance politique.

Le besoin d'équité et de justice procédurale (Kim et Hall 2024 ; Tyler 2006). Le besoin de sentir que les règles du jeu sont les mêmes pour tous est émotionnellement distinct de la protection et de la reconnaissance. Kim et Hall montrent que le sentiment d'injustice personnelle (« ma situation est injuste ») pousse vers le populisme de droite, tandis que le sentiment d'injustice sociale (« la société est injuste ») pousse vers la gauche radicale. Tyler a établi que les citoyens acceptent des résultats défavorables si la procédure est perçue comme juste — et inversement, que des résultats favorables dans un cadre perçu comme injuste nourrissent la colère. C'est le ressort de la « deep story » de Hochschild — des gens qui ont « joué selon les règles » et qui voient d'autres « passer devant dans la file d'attente ».

Tensions entre besoins et hiérarchie situationnelle

Les six besoins ne fonctionnent pas indépendamment : ils entrent parfois en tension, et c'est précisément dans ces zones de friction que se joue une grande partie de la politique émotionnelle contemporaine. Trois tensions sont particulièrement structurantes.

- **Ordre vs équité** : la demande d'ordre peut être satisfaite par des mesures perçues comme arbitraires ou asymétriques — l'application sélective des règles qui traite différemment les groupes sociaux transforme la demande d'ordre en combustible de la colère. C'est le paradoxe de beaucoup de politiques sécuritaires : elles satisfont le besoin d'ordre pour certains tout en violant le besoin d'équité pour d'autres.
 - **Appartenance vs reconnaissance** : le « nous » qui satisfait le besoin d'appartenance est souvent construit par exclusion. Les offres populistes exploitent précisément cette tension en proposant, par exemple, une appartenance inclusive aux « vrais nationaux » tout en n'offrant aucune reconnaissance aux groupes minoritaires.
 - **Projection vs protection** : l'espoir dans un avenir meilleur peut être perçu comme naïf lorsque la demande de sécurité immédiate n'est pas satisfaite. L'échec d'Obama à maintenir son capital d'espoir après 2008 illustre cette tension : un discours de projection sans réponse aux besoins de protection matérielle génère une déception d'autant plus forte que l'espoir initial était intense — ce qu'Illouz appelle la « spirale de déception ».
- Durant les Trente Glorieuses, la social-démocratie pouvait articuler de manière fluide croissance économique, mobilité sociale ascendante et expansion de la protection via l'État-providence : l'espoir et la protection étaient en quelque sorte garantis par la forte croissance. Ce lien s'est maintenant défilé.

La hiérarchie entre ces six besoins n'est pas fixe : elle varie selon le contexte. En période de crise économique aiguë, les besoins défensifs deviennent dominants — c'est ce qu'illustre la montée du vote populiste après 2008. En période de désorientation identitaire, les besoins d'appartenance et de reconnaissance priment — c'est la lecture de Gidron et Hall de la montée du vote RN dans les zones désindustrialisées. En période de relative stabilité matérielle mais d'absence de perspective collective — comme la France du premier quinquennat Macron —, c'est l'absence de projection qui alimente la colère. Un diagnostic précis du besoin dominant dans un contexte donné est donc un préalable indispensable à la conception de toute politique susceptible de

bénéficier d'une acceptabilité émotionnelle durable.

Vers une opérationnalisation

Nous proposons trois règles de design pour les concepteurs de politiques publiques en partant des besoins émotionnels.

1. **Identifier le besoin dominant avant de formuler la politique.** Un même dispositif de soutien à la transition énergétique sera reçu très différemment selon qu'il est cadré sur le besoin de projection (un avenir commun désirable), le besoin d'équité (les coûts ne sont pas les mêmes pour tous), ou le besoin de protection (inondations, fissurations et destructions des habitations avec le réchauffement climatique).
2. **Éviter les politiques qui satisfont un besoin en en sacrifiant explicitement un autre – sauf si la tension est nommée et assumée publiquement.** La crise des Gilets jaunes a éclaté parce qu'une politique de transition (protection de long terme) sacrifiait visiblement le besoin d'équité immédiate (taxe perçue comme régressive) sans que cette tension ne soit reconnue et résolue dès le départ de l'annonce de la politique.
3. **Ancrer chaque dispositif dans un ou deux besoins concrets plutôt que dans la rationalité technocratique seule.** Les évaluations d'impact, les tableaux de bord statistiques et les rapports d'efficacité ne parlent pas le langage des besoins émotionnels : ils doivent être traduits pour être politiquement audibles.

L'espoir comme antidote démocratique

Si cette note a principalement illustré la montée de la colère, l'histoire politique des démocraties offre des exemples puissants de mobilisations fondées sur l'espoir. Illouz et Joly [2025](#) identifient l'espoir comme la seule émotion capable de fonctionner comme antidote structurel à la matrice émotionnelle du vote antisystème (peur, dégoût, ressentiment, amour patriotique exclusif). Là où la colère ferme la cognition et transforme l'adversaire en ennemi, l'espoir ouvre un espace temporel – il projette vers l'avenir – et un espace social – il inclut plutôt qu'il n'exclut.

Martha Nussbaum (2013) développe un argument convergent : les principes démocratiques – liberté, justice, égalité, inclusion – ne peuvent se maintenir sans un soubassement émotionnel approprié. La tradition libérale ne doit pas « céder le terrain des émotions aux forces anti-libérales » – le fascisme, rappelle-t-elle, a été particulièrement efficace dans l'usage politique des émotions. Les démocraties doivent activement cultiver les affects qui soutiennent la justice et la coopération.

Trois exemples historiques illustrent cette possibilité. Churchill, en 1940, ne nie pas la peur mais la réoriente vers un horizon commun – fierté, détermination, « leur plus belle heure » –, sans polarisation interne ni désignation de coupables intérieurs. Martin Luther King transforme une colère profonde et légitime contre l'injustice raciale en récit d'espoir inclusif (*I have a dream*), ouvrant un espace de coalition émotionnelle qui dépasse le groupe lésé pour inclure l'ensemble de la communauté politique. Il rallie ainsi beaucoup plus d'acteurs que Malcom X. Obama [2006](#) propose l'espoir comme émotion dominante d'une campagne qui reconnaît les injustices sans en faire un élément central de la campagne – le pari que l'espoir peut être politiquement aussi « rentable » que la colère. D'une certaine façon la campagne de Macron en 2017 était aussi placée sous le signe de l'espoir d'un renouveau démocratique, de libérer les énergies et les talents, de la mobilité.

L'asymétrie stratégique entre camps politiques

L'analyse de l'espoir éclaire un fait politique majeur et sous-estimé : tous les camps n'ont pas un accès symétrique à la colère et à l'espoir comme ressources émotionnelles. Cette asymétrie constitue l'un des défis stratégiques les plus profonds des forces progressistes.

Les forces populistes et nationalistes articulent colère et espoir. Trump combine la désignation de coupables (élites, immigrants, institutions) et la promesse d'un avenir radieux (« Make America Great Again ») – un espoir de restauration, subordonné à la colère, qui vient après la punition comme sa récompense. Marine Le Pen a opéré une « dédramatisation » qui est aussi une stratégie émotionnelle de diversification : le passage d'un registre dominé par la peur (immigration, insécurité) à un registre intégrant protection et espoir (« vivre mieux », France « apaisée »). Notre analyse de la baisse de la rhétorique de la colère des députés lepénistes à partir de 2022

peut s'interpréter de façon stratégique. L'électorat clef pour gagner les élections présidentielles de 2027, et rallier plus de 50% des suffrages en cas de présence d'un candidat RN au second tour, nécessite de capter une partie essentielle des votes des retraités (27,5% des inscrits), très méfiants envers la rhétorique de la colère, signe de désordre peu compatible avec leur besoin de stabilité.

Sur un autre registre, Sarah Knafo, à Paris, pousse cette logique de façon explicite dans la campagne des municipales : un *rebranding* esthétique de l'espoir (clip animé, esthétique *feel-good*, « ville heureuse ») autour d'un contenu centré également sur la sécurité punitive. C'est ce que l'on pourrait appeler un espoir **instrumental** : l'espoir comme forme, la colère comme carburant afin de capter un électorat beaucoup plus large autour de Reconquête. Cette stratégie sert aussi à se démarquer de la rhétorique de Zemmour lors des élections présidentielles de 2027, beaucoup plus centrée sur le désespoir d'une France qui a perdu toute sa grandeur du passé.

Les forces social-démocrates se trouvent dans une position structurellement plus inconfortable. Leur tradition intellectuelle les rend méfiantes à l'égard de la colère — précisément parce que celle-ci repose sur la désignation de coupables (les riches, les assistés, les immigrés), un mécanisme perçu comme simplificateur et potentiellement incompatible avec la complexité des diagnostics qu'elles portent. Cette inhibition laisse l'espoir comme registre principal — mais un espoir plus exigeant et plus fragile que l'espoir instrumental des populistes. Il ne peut être ni un espoir de restauration (retour à un âge d'or) ni de punition (les coupables sanctionnés). Il doit être un espoir d'innovation et de dépassement : convaincre que la politique peut être un *jeu à somme positive* — favoriser l'innovation, protéger les uns sans sacrifier les autres, favoriser la transition écologique sans détruire l'emploi, réguler la mondialisation sans se replier — là où la colère prospère sur la conviction inverse.

Le bilan contrasté d'Obama et de Macron illustre toutefois la fragilité de cet espoir. L'espoir massif de 2008 aux États-Unis et de 2017 en France a été suivi d'une vague de colère sans précédent, non parce que les réalisations étaient nécessairement négligeables, mais parce que l'écart entre la promesse émotionnelle et la réalité gouvernementale a généré une déception brutale. L'espoir social-démocrate ne peut donc pas être un discours : il doit promettre un résultat intermédiaire visible. Sa compétitivité exige des récits de projection crédibles, des preuves tangibles de résultats (comme dans le *New Deal*, ou la campagne du maire de New York, Zohran Mamdani, en 2025, comportant des projections concrètes pour rendre la vie à New York accessible), une reconnaissance explicite des souffrances — l'espoir qui ignore la colère est perçu comme du déni —, et une capacité à incarner cet espoir dans des lieux, des figures et des réalisations concrètes.

Applications : Trump, Mamdani et Paris 2026

Les tableaux ci-dessous reposent sur une lecture interprétative de communications de campagne et de couvertures médiatiques, non sur les données empiriques massives mobilisées dans le corps de la note. Ils illustrent la fécondité heuristique de la grille des six besoins émotionnels en montrant comment des offres politiques concurrentes y répondent de manière radicalement différente.

Trump : la protection comme rétribution et restauration d'ordre moral

Besoin émotionnel	Traduction trumpienne
Protection	Défense contre des ennemis, sécurité punitive et rétribution
Ordre	État « qui tranche », restauration de l'autorité
Reconnaissance	Réparation morale d'un camp humilié
Projection	Horizon positif après victoire/sanction (MAGA)
Appartenance	« Nous » exclusif contre « Eux », rallies comme communion identitaire (MAGA nation)
Équité	« Rigged system », élites corrompues, injustice personnelle érigée en récit collectif

Tableau 1

Le registre trumpien structure la protection comme défense contre des ennemis et rétribution. Le style de communication repose sur la mise en scène des succès et de la puissance, nourrissant fierté et certitude. L'horizon d'espoir (MAGA) est subordonné à la logique de combat – l'espoir comme récompense de la victoire. Le besoin d'appartenance est satisfait par un « nous » exclusif (les rallies comme communion identitaire) tandis que l'équité est mobilisée sous forme inversée : le « rigged system » transforme un sentiment d'injustice personnelle en récit collectif de persécution. Ce modèle renforce la colère comme certitude morale (Lerner et Keltner 2001; Marcus, Neuman et MacKuen 2000) et durcit la délégitimation de l'adversaire, rendant le compromis impraticable. La rétribution – « punir, rétablir, faire payer » – convertit des besoins réels (sécurité, reconnaissance, appartenance, équité) en polarisation affective.

New York (Zohran Mamdani) : protection matérielle et dignité

Besoin émotionnel	Instruments (NYC)
Protection	Logement abordable, alimentation, transports accessibles
Ordre	Responsabilité, transparence, efficacité capacité à délivrer
Reconnaissance	Dignité, « City Hall by and for everyday New Yorkers »
Projection	Ville « vivable » : rester, se projeter, élever une famille
Appartenance	« City Hall by and for everyday New Yorkers », coalitions de quartier, « nous » inclusif
Équité	Mêmes règles pour tous, fin des passe-droits, transparence budgétaire

Tableau 2

Le couple « safe and affordable » propose une coalition émotionnelle où la protection est matérielle (gel des loyers, city-owned grocery stores, bus gratuits) et procédurale (accountability, gouvernance). Ce cas illustre qu'on peut répondre au besoin de protection sans désignation d'ennemis : par la dignité, la capacité à délivrer et la réduction de l'insécurité matérielle. Le registre crée simultanément un « nous » new-yorkais inclusif (appartenance), adressé aux habitants de tous les quartiers, et inscrit la transparence budgétaire au cœur de l'offre (équité). Il mobilise confiance et soulagement plutôt que colère punitive – même si la faisabilité budgétaire de certaines promesses peut, si elle est mise en doute, rebasculer le débat vers la colère.

Paris 2026 : mêmes besoins, offres émotionnelles concurrentes ?

Besoin	Grégoire (PS-Écolos-PCF)	Dati (LR-MoDem)	Knafo (Reconquête)
Protection	Logement, coût de la vie, services publics	Sécurité, propreté	Sécurité punitive
Ordre	Maîtrise budgétaire	Fermeté, autorité	Ordre, autorité
Reconnaissance	Proximité	Restauration du respect	Fatigue urbaine reconnue
Projection	Stabilité, continuité	Attractivité, statut	« Ville heureuse »
Appartenance	Paris des quartiers, vie locale, proximité	Paris « ville-monde », fierté métropolitaine	« Vrais Parisiens » contre étrangers, nous/eux identitaire
Équité	Justice sociale, budget participatif, services publics égaux	Évaluation, résultats, gestion rigoureuse	Dénonciation du « deux poids, deux mesures », injustice perçue

Tableau 3

Le cas Knafo est le plus révélateur analytiquement. Sa progression de 6 % à 10 % d'intentions de vote (Cluster 17/Politico, Ifop-Fiducial, janvier-février 2026) coïncide avec le déploiement d'une nouvelle communication visuelle (clip animé « Pixar », slogan « ville heureuse »). Elle capte 24 % de l'électorat LR et 43 % du RN (Elabe), avec

un solde d'image global négatif (-25) mais des scores élevés chez les catégories populaires (14%) et les retraités (15%). La stratégie illustre l'espoir instrumental : un emballage d'espoir (forme) autour d'un contenu de colère (carburant). Le packaging feel-good rend socialement acceptable une offre de sécurité punitive, en répondant au besoin de projection sans renoncer à la désignation de coupables. La « ville heureuse » crée une appartenance exclusive (les « vrais Parisiens ») et capte le sentiment d'inéquité (« deux poids, deux mesures ») pour le canaliser vers la désignation d'outsiders. C'est le miroir inversé du dilemme social-démocrate.

Démocratie émotionnelle et IA : quelles régulations ?

Nos démocraties contemporaines sont entrées dans un régime de forte intensité émotionnelle, dominé par la colère, et structuré par l'économie de l'attention. L'essor rapide de l'intelligence artificielle — et en particulier de l'IA générative — ne crée pas cette dynamique, mais la renforce, l'accélère et la reconfigure.

Le terreau algorithmique : les plateformes avant l'IA

Avant même l'émergence de l'IA générative, les algorithmes de recommandation des plateformes sociales ont constitué le premier multiplicateur émotionnel à grande échelle. Facebook a explicitement pondéré les réactions « angry » cinq fois plus que les simples « likes » dans son algorithme de classement dès 2017, avant de découvrir que cette pondération amplifiait massivement la désinformation et les contenus conflictuels (documents internes révélés par Frances Haugen dans le Wall Street Journal 2021). Brady et al. 2021, dans *Science Advances*, démontrent que les algorithmes de newsfeed exploitent les mécanismes naturels d'apprentissage par renforcement social : les utilisateurs qui reçoivent davantage de « likes » sur leurs messages indignés apprennent à en produire davantage, créant une boucle d'amplification qui n'a rien de spontané. Milli et al. 2025, dans une expérience randomisée sur X/Twitter publiée dans PNAS Nexus, apportent la preuve causale : par rapport à un fil chronologique neutre, l'algorithme d'engagement amplifie la colère de +0,75 écart-type dans les tweets politiques, tout en augmentant l'animosité envers l'autre camp. Les utilisateurs, pourtant, ne souhaitent pas voir ces contenus politiques amplifiés : leur satisfaction déclarée est significativement plus faible que pour les tweets du fil chronologique. L'amplification émotionnelle n'est donc pas une préférence révélée des citoyens : c'est un artefact de la maximisation de l'engagement par des plateformes dont le modèle économique repose sur le temps d'attention. L'IA générative vient se greffer sur ce terreau déjà fertilisé : elle n'invente pas l'amplification émotionnelle, elle l'industrialise.

Production : l'industrialisation des contenus émotionnels

Les systèmes génératifs permettent de produire à grande échelle des messages politiques multimodaux — texte, image, audio, vidéo — à coût marginal quasi nul. La littérature converge sur un point central : une large part de ces contenus est conçue pour provoquer des réactions émotionnelles immédiates plutôt que pour convaincre cognitivement (Gennaro et Ash 2022; Martel, Pennycook et Rand 2020; Zhang et al. 2025). Les formats courts et visuels, dominants sur les plateformes, combinent images synthétiques, voix et micro-récits émotionnels, renforçant la probabilité d'une réaction affective avant toute évaluation cognitive (Nightingale et Farid 2022). L'IA industrialise la rentabilité stratégique de la colère dans l'espace public : ce qui était une stratégie communicationnelle coûteuse devient massivement accessible.

Médiation par l'IA : le cadrage émotionnel invisible

Une part croissante des citoyens s'informe via des systèmes conversationnels qui sélectionnent, compressent et reformulent l'information politique. Ces opérations de médiation produisent des transformations émotionnelles même en l'absence de désinformation explicite. Un cadrage légèrement plus conflictuel, plus punitif ou plus alarmiste peut, de manière cumulative, orienter les émotions activées. L'enjeu démocratique n'est pas seulement la véracité des réponses mais le type d'émotions qu'elles suscitent.

Le caractère interactif de l'IA conversationnelle constitue une rupture supplémentaire. Contrairement aux médias traditionnels, ces systèmes ajustent leur registre en fonction des réponses de l'utilisateur. Les expériences publiées dans *Science* et *Nature* (Costello, Pennycook et Rand 2024; Hackenburg et al. 2025) montrent que

des interactions avec des agents conversationnels modifient significativement et durablement les attitudes politiques — et que l'efficacité dépend fortement du registre émotionnel mobilisé.

Ce point doit être relié aux résultats de « Emotions and Policy Views » : si la colère accroît l'engagement et la certitude morale, alors des agents conversationnels capables d'adapter leur registre émotionnel en temps réel peuvent devenir des **acteurs politiques à part entière**, même sans intention partisane.

Vers une régulation de la tonalité émotionnelle

Les cadres réglementaires existants — l'AI Act européen (European Parliament and European Council 2024), le Digital Services Act (European Parliament and European Council 2022) — se concentrent sur deux problèmes bien identifiés : les biais discriminatoires et la désinformation factuelle. Ces enjeux sont réels et importants. Mais ils laissent dans l'angle mort ce que l'ensemble de cette note a documenté : l'essentiel de l'influence politique de l'IA ne passe pas par le mensonge factuel, mais par le registre émotionnel dans lequel l'information est présentée. Un même fait — une hausse de l'immigration, une réforme fiscale, un incident sécuritaire — peut être cadré sur un ton neutre, anxiogène, indigné ou mobilisateur. Réguler la désinformation sans réguler la tonalité émotionnelle, c'est fermer la porte tout en laissant les fenêtres grandes ouvertes.

Trois leviers complémentaires peuvent être envisagés.

Levier	Mécanisme	Mise en œuvre concrète
1 – Auditer le registre émotionnel des modèles d'IA	Étendre le « red-teaming » à la dimension émotionnelle : identifier les modèles qui produisent systématiquement des réponses plus colériques ou anxiogènes que la réalité ne le justifie	Ajouter un « profil émotionnel » aux model cards, sur le modèle des biais de genre déjà documentés (Durmus et al. 2024; Santurkar et al. 2023)
2 – Signaler la tonalité émotionnelle des contenus amplifiés	Étendre le DSA (art. 27) à la transparence émotionnelle : informer l'utilisateur quand un contenu est amplifié en raison de sa charge émotionnelle	« Label émotionnel » (sur le modèle du label nutritionnel) — non censurante, mais rendant visible un mécanisme aujourd'hui invisible
3 – Concevoir les interfaces conversationnelles comme espaces de régulation	Des agents d'IA conçus sur un mode d'écoute empathique réduisent durablement l'adhésion aux croyances conspirationnistes (Costello, Pennycook et Rand 2024)	Intégrer la diversification des registres émotionnels dans les paramètres de conception — l'IA comme outil de « décélération émotionnelle »

Tableau 4

Premier levier : rendre auditable le registre émotionnel des modèles d'IA. Aujourd'hui, avant d'être déployés, les grands modèles d'IA sont soumis à des batteries de tests — appelés « red-teaming » — pour vérifier qu'ils ne produisent pas de contenus racistes, violents ou factuellement faux. Mais personne ne teste systématiquement si ces modèles ont tendance à formuler leurs réponses sur un ton plus alarmiste, plus conflictuel ou plus indigné qu'un autre. Il s'agirait d'étendre ces protocoles d'évaluation à la dimension émotionnelle.

Les travaux de Durmus et al. 2024 sur la mesure de la persuasion des modèles de langage et ceux de Santurkar et al. 2023 sur les biais d'opinion des IA fournissent les outils méthodologiques. Concrètement, il s'agirait d'ajouter un volet « profil émotionnel » aux fiches descriptives (model cards) qui accompagnent chaque modèle d'IA, de la même manière qu'on y documente déjà les biais de genre ou d'origine.

Deuxième levier : signaler la tonalité émotionnelle des contenus politiques amplifiés par l'IA. Le Digital Services Act (article 27) impose déjà aux plateformes une certaine transparence sur le fonctionnement de leurs algorithmes de recommandation. L'idée serait d'étendre cette exigence à la dimension émotionnelle : lorsqu'un contenu politique est massivement amplifié par un algorithme, l'utilisateur devrait pouvoir savoir si cette ampli-

fication est liée à sa charge émotionnelle. On peut imaginer un « label nutritionnel émotionnel » — une indication simple, non censurante, qui signale au lecteur que le contenu qu'il consulte a été sélectionné ou généré en partie pour sa capacité à susciter de la colère, de l'indignation ou de la peur. Il ne s'agit pas de censurer — la colère est une émotion légitime et parfois nécessaire — mais de rendre visible un mécanisme aujourd'hui invisible : le fait que nos environnements informationnels sont optimisés pour maximiser l'intensité émotionnelle, souvent au détriment de la nuance et de la délibération.

Troisième levier : concevoir les interfaces conversationnelles comme des espaces de régulation émotionnelle. Ce dernier point est peut-être le plus contre-intuitif et le plus prometteur. Les travaux de Costello, Pennycook et Rand [2024](#), montrent que des conversations avec des agents d'IA, lorsqu'elles sont conçues sur un mode d'écoute, de reformulation empathique et de proposition d'alternatives, réduisent durablement l'adhésion aux croyances conspirationnistes — un résultat remarquable, obtenu à une échelle et avec une persistance rarement atteintes par les interventions humaines classiques. Autrement dit, l'IA n'est pas condamnée à amplifier la colère : si ses paramètres de conception intègrent la diversification des registres émotionnels, elle peut au contraire contrebalancer la prime structurelle de la colère dans l'espace public. L'IA conversationnelle pourrait devenir un outil de « décélération émotionnelle » — non pas en niant les émotions, mais en élargissant la palette des réponses possibles au-delà de l'indignation réflexe.

Conclusion — Vers une démocratie émotionnellement soutenable

Les démocraties contemporaines connaissent moins une explosion des divergences programmatiques qu'une montée rapide de la polarisation affective : les citoyens éprouvent des sentiments de plus en plus négatifs à l'égard des camps opposés, indépendamment de leurs distances idéologiques réelles (Boxell, Gentzkow et Shapiro [2024](#)). Le désaccord ne porte plus sur les solutions à apporter à des problèmes collectifs mais sur la légitimité morale de l'adversaire. La colère opère précisément ce basculement : en renforçant la certitude morale et en réduisant l'ouverture cognitive, elle transforme les désaccords programmatiques en conflits identitaires, rendant le compromis impraticable et nos démocraties ingouvernables.

La polarisation affective a une conséquence institutionnelle majeure : elle fragilise la capacité des systèmes démocratiques à produire des compromis perçus comme légitimes. La certitude morale et la fermeture cognitive induites par la colère se traduisent, à l'échelle collective, par une forme d'imperméabilité démocratique.

Ce mécanisme éclaire un paradoxe qui constitue peut-être le nœud central de la crise démocratique contemporaine : la colère accroît simultanément l'intensité de la demande politique et l'impossibilité de sa satisfaction par les voies ordinaires de la démocratie représentative. Les citoyens en colère veulent davantage d'action publique — protection, justice, réparation — mais tolèrent de moins en moins les compromis, les arbitrages et les temporalités longues que toute action publique implique nécessairement.

Une démocratie émotionnellement soutenable est une démocratie qui satisfait trois conditions simultanément.

- Elle reconnaît les émotions des citoyens comme des signaux légitimes plutôt que comme des pathologies à réprimer ou à instrumentaliser — ce que Peter Mair appelait la dimension « expressive » de la démocratie.
- Elle traduit ces signaux en politiques qui répondent effectivement aux besoins émotionnels sous-jacents, plutôt qu'à leurs expressions immédiates — la tâche proprement gouvernementale, au sens de Mair.
- Elle préserve enfin les conditions de la délibération — bonne foi, factualité, reconnaissance de l'adversaire comme légitime — sans lesquelles la colère n'est plus un signal mais un bruit qui sature le système.

Ces trois conditions ne sont pas un idéal platonique : elles sont des objectifs opérationnels que des institutions, des procédures et des modes de communication bien conçus peuvent approcher, même imparfaitement. La démocratie émotionnellement soutenable n'est pas celle qui élimine les émotions du politique — projet vain et indésirable — mais celle qui transforme la conflictualité affective en délibération productive. C'est à cette transformation, modeste et urgente à la fois, que la boussole émotionnelle entend contribuer.

Bibliographie

- Albertson, Bethany et Shana Kushner Gadarian (2015). *Anxious politics : democratic citizenship in a threatening world*. anglais. New York, NY, Etats-Unis d'Amérique : Cambridge University Press, 2015. isbn : 978-1-107-08148-2.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley et al. (2019). *Les origines du populisme : enquête sur un schisme politique et social*. français. Paris, France : Seuil. isbn : 978-2-02-142858-2.
- Algan, Yann, Antonin Bergeaud et Camille Frouard (mars 2026). *La Politique Au Travail : Vécu En Entreprise et Fractures Politiques Es Salariés En France*. Rapp. tech. Paris : HEC.
- Algan, Yann et Daniel Cohen (6 oct. 2021). *Les Français au temps du Covid-19 : économie et société face au risque sanitaire*. 66. Paris : Conseil d'analyse économique. url : <https://www.cae-eco.fr/les-francais-au-temps-du-covid-19-economie-et-societe-face-au-risque-sanitaire> (visité le 28/06/2024).
- Algan, Yann, Eva Davoine et al. (2026). *Emotions and Policy Views*. Rapp. tech. HEC, Harvard. url : <https://socialeconomicslab.org/wp-content/uploads/2025/07/emotions.pdf>.
- Algan, Yann et Thomas Renault (juill. 2024). *La France sous nos Tweets – Portrait d'une France en colère, et de ses conséquences politiques*. fr-FR. Rapp. tech. 2024-09. Paris : Cepremap, p. 10. url : <https://www.ceprenap.fr/2024/07/note-de-observatoire-du-bien-etre-n2024-09-la-france-sous-nos-tweets-portrait-dune-france-en-colere-et-de-ses-consequences-politiques/>.
- Algan, Yann, Thomas Renault et Hugo Subtil (jan. 2025). *La Fièvre parlementaire : ce monde où l'on catche !* FR. Rapp. tech. 2025-01. Paris : Cepremap, p. 16. url : <https://www.ceprenap.fr/2025/01/note-de-observatoire-du-bien-etre-n2025-01-la-fievre-parlementaire>.
- Baumeister, R. F. et M. R. Leary (mai 1995). « The need to belong : desire for interpersonal attachments as a fundamental human motivation ». eng. In : *Psychological Bulletin* 117.3, p. 497-529. issn : 0033-2909.
- Boxell, Levi, Matthew Gentzkow et Jesse M. Shapiro (mars 2024). « Cross-Country Trends in Affective Polarization ». en. In : *Review of Economics and Statistics* 106.2, p. 557-565. issn : 0034-6535, 1530-9142. doi : 10.1162/rest_a_01160. url : <https://direct.mit.edu/rest/article/106/2/557/109262/Cross-Country-Trends-in-Affective-Polarization> (visité le 16/02/2026).
- Brader, Ted (2006). *Campaigning for hearts and minds : how emotional appeals in political ads work*. anglais. Chicago, Etats-Unis d'Amérique : University of Chicago Press. isbn : 978-0-226-06988-3.
- Brady, William J. et al. (août 2021). « How social learning amplifies moral outrage expression in online social networks ». eng. In : *Science Advances* 7.33, eabe5641. issn : 2375-2548. doi : 10.1126/sciadv.abe5641.
- Brand, Charlotte O., Alberto Acerbi et Alex Mesoudi (jan. 2019). « Cultural Evolution of Emotional Expression in 50 Years of Song Lyrics ». In : *Evolutionary Human Sciences* 1, e11. issn : 2513-843X. doi : 10.1017/ehs.2019.11. url : <https://www.cambridge.org/core/journals/evolutionary-human-sciences/article/cultural-evolution-of-emotional-expression-in-50-years-of-song-lyrics/E6E64C02BDB0480DB13B8B6BB7DFF598> (visité le 23/03/2026).
- Cherry, Myisha (2022). *The case for rage : why anger is essential to anti-racist struggle*. anglais. New York, Etats-Unis d'Amérique : Oxford University Press. isbn : 978-0-19-755734-1.
- Costello, Thomas H., Gordon Pennycook et David G. Rand (sept. 2024). « Durably reducing conspiracy beliefs through dialogues with AI ». In : *Science* 385.6714, eadq1814. doi : 10.1126/science.adq1814. url : <https://www.science.org/doi/10.1126/science.adq1814> (visité le 16/02/2026).
- Da Empoli, Giuliano (2019). *Les ingénieurs du chaos*. Paris, France : JC Lattès. 203 p. isbn : 978-2-7096-6406-6.
- Dubet, François (2019). *Le temps des passions tristes : inégalités et populisme*. français. Paris, France : la République des idées : Seuil. isbn : 978-2-02-142034-0.
- (2025). *Le mépris : émotion collective, passion politique*. français. Paris, France : Seuil : La République des idées. isbn : 978-2-02-160423-8.
- Durmus, Esin et al. (9 avr. 2024). *Measuring the Persuasiveness of Language Models*. url : <https://www.anthropic.com/news/measuring-model-persuasiveness>.
- European Parliament and European Council (19 oct. 2022). *Regulation (EU) 2022/2065 of the European Parliament and of the Council of 19 October 2022 on a Single Market For Digital Services and Amending Directive 2000/31/EC (Digital Services Act) (Text with EEA Relevance)*. url : <http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj> (visité le 16/02/2026).

- European Parliament and European Council (13 juin 2024). *Regulation (EU) 2024/1689 of the European Parliament and of the Council of 13 June 2024 Laying down Harmonised Rules on Artificial Intelligence and Amending Regulations (EC) No 300/2008, (EU) No 167/2013, (EU) No 168/2013, (EU) 2018/858, (EU) 2018/1139 and (EU) 2019/2144 and Directives 2014/90/EU, (EU) 2016/797 and (EU) 2020/1828 (Artificial Intelligence Act) (Text with EEA Relevance)*. url : <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1689/oj> (visité le 16/02/2026).
- Fukuyama, Francis (2018). *Identity : the demand for dignity and the politics of resentment*. anglais. New York, Etats-Unis d'Amérique : Farrar, Straus et Giroux. isbn : 978-0-374-12929-3.
- Gennaro, Gloria et Elliott Ash (avr. 2022). « Emotion and Reason in Political Language ». In : *The Economic Journal* 132.643, p. 1037-1059. issn : 0013-0133. doi : [10.1093/ej/ueab104](https://doi.org/10.1093/ej/ueab104). url : <https://doi.org/10.1093/ej/ueab104> (visité le 16/02/2026).
- Gidron, Noam et Peter A. Hall (nov. 2017). « The politics of social status : economic and cultural roots of the populist right ». en. In : *The British Journal of Sociology* 68, S57-S84. issn : 1468-4446. doi : [10.1111/1468-4446.12319](https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-4446.12319). url : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-4446.12319> (visité le 16/02/2026).
- Hackenburg, Kobi et al. (déc. 2025). « The levers of political persuasion with conversational artificial intelligence ». In : *Science* 390.6777, eaea3884. doi : [10.1126/science.aea3884](https://www.science.org/doi/10.1126/science.aea3884). url : <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aea3884> (visité le 16/02/2026).
- Hirschman, Albert Otto (1970). *Exit, voice and loyalty : responses to decline in firms, organizations, and states*. anglais. Cambridge (Mass.), Etats-Unis d'Amérique : Harvard University Press. isbn : 978-0-674-27650-5.
- Hochschild, Arlie Russell (2016). *Strangers in their own land : anger and mourning on the American right*. anglais. New York, Etats-Unis d'Amérique : The New Press. isbn : 978-1-62097-225-0.
- Illouz, Eva et Frédéric Joly (2025). *Explosive modernité : malaise dans la vie intérieure*. français. Paris, France : Gallimard. isbn : 978-2-07-302648-4.
- Jost, John T. et al. (mai 2003). « Political conservatism as motivated social cognition ». eng. In : *Psychological Bulletin* 129.3, p. 339-375. issn : 0033-2909. doi : [10.1037/0033-2909.129.3.339](https://doi.org/10.1037/0033-2909.129.3.339).
- Kim, Sung In et Peter A. Hall (juin 2024). « Fairness and Support for Populist Parties ». EN. In : *Comparative Political Studies* 57.7, p. 1071-1106. issn : 0010-4140. doi : [10.1177/00104140231193013](https://doi.org/10.1177/00104140231193013). url : <https://doi.org/10.1177/00104140231193013> (visité le 16/02/2026).
- Lear, Jonathan (2006). *Radical hope : ethics in the face of cultural devastation*. Cambridge (Massachusetts), Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : Harvard University Press. 187 p. isbn : 978-0-674-02329-1.
- Lerner, Jennifer S. et Dacher Keltner (2001). « Fear, anger, and risk ». In : *Journal of Personality and Social Psychology* 81.1, p. 146-159. issn : 1939-1315. doi : [10.1037/0022-3514.81.1.146](https://doi.org/10.1037/0022-3514.81.1.146).
- Mair, Peter (2013). *Ruling the void : the hollowing of Western democracy*. anglais. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-1-78168-099-5.
- Marcus, George E., W. Russell Neuman et Michael B. MacKuen (2000). *Affective intelligence and political judgment*. anglais. Chicago, Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-0-226-50468-1.
- Martel, Cameron, Gordon Pennycook et David G. Rand (oct. 2020). « Reliance on emotion promotes belief in fake news ». en. In : *Cognitive Research : Principles and Implications* 5.1, p. 47. issn : 2365-7464. doi : [10.1186/s41235-020-00252-3](https://doi.org/10.1186/s41235-020-00252-3). url : <https://doi.org/10.1186/s41235-020-00252-3> (visité le 16/02/2026).
- Milli, Smitha et al. (mars 2025). « Engagement, user satisfaction, and the amplification of divisive content on social media ». In : *PNAS Nexus* 4.3, pgaf062. issn : 2752-6542. doi : [10.1093/pnasnexus/pgaf062](https://doi.org/10.1093/pnasnexus/pgaf062). url : <https://doi.org/10.1093/pnasnexus/pgaf062> (visité le 16/02/2026).
- Morin, Olivier et Alberto Acerbi (déc. 2017). « Birth of the cool : a two-centuries decline in emotional expression in Anglophone fiction ». eng. In : *Cognition & Emotion* 31.8, p. 1663-1675. issn : 1464-0600. doi : [10.1080/02699931.2016.1260528](https://doi.org/10.1080/02699931.2016.1260528).
- Mouffe, Chantal (2000). *The democratic paradox*. anglais. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-1-84467-355-1.
- (2005). *On the political*. anglais. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-0-415-30520-4.
- Mouk, Yascha (2018). *The people vs. democracy : why our freedom is in danger and how to save it*. Cambridge, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique : Harvard University Press. isbn : 978-0-674-23768-1.

- Nightingale, Sophie J. et Hany Farid (fév. 2022). « AI-synthesized faces are indistinguishable from real faces and more trustworthy ». In : *Proceedings of the National Academy of Sciences* 119.8, e2120481119. doi : [10.1073/pnas.2120481119](https://doi.org/10.1073/pnas.2120481119). url : <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2120481119> (visité le 16/02/2026).
- Obama, Barack (2006). *The audacity of hope : thoughts on reclaiming the American dream*. anglais. New York, Etats-Unis d'Amérique : Crown Publishers. isbn : 978-0-307-23769-9.
- Obradović, Sandra, Séamus A Power et Jennifer Sheehy-Skeffington (oct. 2020). « Understanding the psychological appeal of populism ». In : *Current Opinion in Psychology*. Social Change (Rallies, Riots and Revolutions) 35, p. 125-131. issn : 2352-250X. doi : [10.1016/j.copsyc.2020.06.009](https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2020.06.009). url : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352250X20301056> (visité le 16/02/2026).
- Panagopoulos, Costas et Ching-Hsing Wang (août 2025). « Rationality, affect, and vote choice ». English. In : *Frontiers in Political Science* 7. issn : 2673-3145. doi : [10.3389/fpos.2025.1640408](https://doi.org/10.3389/fpos.2025.1640408). url : <https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2025.1640408/full> (visité le 16/02/2026).
- Rosanvallon, Pierre (2006). *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*. français. Paris, France : Éd. du Seuil. isbn : 978-2-02-088443-3.
- (2021). *Les épreuves de la vie : comprendre autrement les Français*. français. Paris, France : Seuil. isbn : 978-2-02-148643-8.
- Santurkar, Shibani et al. (juill. 2023). « Whose Opinions Do Language Models Reflect? » en. In : *Proceedings of the 40th International Conference on Machine Learning*. PMLR, p. 29971-30004. url : <https://proceedings.mlr.press/v202/santurkar23a.html> (visité le 16/02/2026).
- Srinivasan, Amia (2018). « The Aptness of Anger ». en. In : *Journal of Political Philosophy* 26.2. _eprint : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/jopp.12130>, p. 123-144. issn : 1467-9760. doi : [10.1111/jopp.12130](https://doi.org/10.1111/jopp.12130). url : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/jopp.12130> (visité le 16/02/2026).
- Stenner, Karen (2005). *The authoritarian dynamic*. anglais. Cambridge, Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-0-521-82743-0.
- Strömberg, David (août 2015). « Media and Politics ». fr. In : *Annual Review of Economics* 7. Volume 7, 2015, p. 173-205. issn : 1941-1383, 1941-1391. doi : [10.1146/annurev-economics-080213-041101](https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080213-041101). url : <https://www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev-economics-080213-041101> (visité le 16/02/2026).
- Tyler, Tom R. (2006). *Why people obey the law : with a new afterword by the author*. anglais. Etats-Unis d'Amérique. isbn : 978-0-691-12673-9.
- Wall Street Journal (oct. 2021). « The Facebook Files ». en-US. In : *Wall Street Journal*. issn : 0099-9660. url : <https://www.wsj.com/articles/the-facebook-files-11631713039> (visité le 16/02/2026).
- Ward, George et al. (avr. 2025). « The role of negative affect in shaping populist support : Converging field evidence from across the globe ». eng. In : *The American Psychologist* 80.3, p. 323-344. issn : 1935-990X. doi : [10.1037/amp0001326](https://doi.org/10.1037/amp0001326).
- Zhang, Lehan et al. (jan. 2025). *Adding Fuel to the (Gun)Fire : How Politicians Polarize the Public Debate*. en. Rapp. tech. 19896. CEPR. url : <https://cepr.org/publications/dp19896> (visité le 17/02/2026).

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique.

Le CEPREMAP est, depuis le 1er janvier 2005, le Centre Pour la Recherche Economique et ses Applications. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs, et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires.

<http://www.cepremap.fr>

Observatoire du Bien-être

L'Observatoire du bien-être au CEPREMAP soutient la recherche sur le bien-être en France et dans le monde. Il réunit des chercheurs de différentes institutions appliquant des méthodes quantitatives rigoureuses et des techniques novatrices. Les chercheurs affiliés à l'Observatoire travaillent notamment sur la relation entre revenus, éducation, santé et bien-être, et l'évolution du bien-être au cours de la vie. Un rôle important de l'Observatoire est de développer notre compréhension du bien-être en France : son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique et politique, les écarts entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être.

<http://www.cepremap.fr/observatoire-bien-etre>

<https://social.sciences.re/@ObsBienEtre>

Directrice de publication

Claudia Senik

Responsable éditorial

Mathieu Perona

Observatoire du Bien-être du Cepremap

48 Boulevard Jourdan

75014 Paris – France

Collection Notes de l'Observatoire du Bien-être, ISSN 2646-2834